

LIBERTE

250 F

Le peuple peut enfin parler !

Quotidien Privé Togolais/ N°2734

Mardi 14 Août 2018

**15 Août 2008-
15 Août 2018 :
10 ans que Atsutsé
Kokouvi Agbobli
disparut** P.6

Landerneau politique

Le pouvoir souffle à nouveau sur la braise et fait monter le mercure



Faure Gnassingbé

• Pourquoi une CENI et une Cour constitutionnelle à recomposer... P.3

Intégration régionale Vol inaugural
Lagos-Cotonou-Lomé



L'ATR-42 d'Overland Airways accueilli Dimanche à Lomé

**La compagnie
aérienne** P.8
**Overland Airways
dessert Lomé
avec 4 vols
hebdomadaires**

IAEC

**Le personnel désavoue
la direction
et confirme
les mois
d'arriérés
de salaires** P.4



Innocent Kagbara,
Administrateur général IAEC

**Tentative d'escroquerie sur des enseignants
en formation dans la région des Savanes** P.4



Projet « Africompost 2 Lomé »

L'opération test de réduction du sable dans les déchets ménagers lancée

La gestion des déchets constitue un défi majeur pour les ménages. Pour ce faire, l'ONG Gevalor et la commune de Lomé ont initié un projet en vue d'accompagner les ménages à extirper le sable de manière considérable de leurs déchets. Une « opération test » dans ce sens a été effectuée le vendredi 10 août dernier. Elle a servi de lancement officiel du projet « Africompost 2 Lomé », financé par l'Agence française de développement (AFD) et le SYCTOM de Paris.

Le projet « Africompost 2 Lomé » vise à accompagner neuf (09) concessions de trois (03) quartiers, à savoir Aflao-Gakli, Agbalépédogan et Totsi durant un an, dans un changement de pratique de ramassage du sable lors du balayage. Il est né d'un constat. En effet, les initiateurs sont arrivés après études, à la conclusion qu'environ 40% du poids d'une poubelle d'un ménage est constitué de sable. Cela constitue bien évidemment un défi pour la municipalité de Lomé qui organise et investit massivement dans la gestion des déchets.

Le sable présent dans les déchets provoque une perte d'efficacité pour les camions de pré-collecte d'une part et alourdi le coût pour la collectivité d'autre part. « La

différents acteurs, on s'est rendu compte qu'on ne pouvait pas travailler exclusivement sur la transformation des déchets par compostage et qu'il fallait aussi travailler en amont sur d'autres aspects de la filiale à savoir :

Dans le cadre de ce projet, l'ONG travaille également avec tout un réseau d'acteurs, comme les chefs de quartiers, les CDQ, les personnes mobilisées au sein des quartiers, les associations de jeunes, le directoire des

accompagne les trois quartiers sur différentes activités. On a identifié 47 ménages que nos équipes de terrain vont accompagner à modifier leurs comportements à travers de petites réunions, de la sensibilisation pour amener ces ménages à s'approprier l'utilisation des outils mis à leur disposition », a précisé Julien Garnier

Pour l'aspect de la collecte, l'équipe de Gevalor a réalisé un diagnostic de la situation initiale dans ces trois quartiers qui a permis de voir les points forts, les points faibles et les points à renforcer. Elle a ainsi travaillé en concertation avec ces acteurs pour concevoir des petits équipements simples et peu coûteux pour trier le sable des déchets ramassés dans les ménages.

Une simulation de balayage et de ramassage des ordures avec le tri du sable, pour montrer l'efficacité des outils qui rentrent dans le cadre du projet, a eu lieu lors du lancement.

S.A



Table d'honneur lors de la cérémonie de lancement

première phase visait à développer une plateforme de compostage qui est gérée à Soviépé par l'ONG Mpro que nous appuyons. Elle produit du compost pour les agriculteurs à partir des déchets qui viennent des ménages. En partenariat avec la Commune de Lomé, l'AFD et les

sensibilisation des ménages au bon comportement en matière de gestion de déchets, le renforcement des entreprises de collecte de déchets qui nous les apportent au niveau de la plateforme », a déclaré Julien Garnier, représentant de l'ONG Gevalor au Togo.

marchés, etc. qui font partie du dispositif de concertation. « Ils se réunissent tous les 3 mois pour discuter des difficultés au sein de la filiale des déchets et des thématiques qui reviennent à chaque fois afin d'essayer de trouver des solutions locales. On

Chronique de Kodjo Epou

Etat des lieux, en attendant le miracle de Brou

Une nation est en péril dès qu'elle n'est pas guidée par son élite. Or depuis, l'élite togolaise, si elle ne s'expatrie pas, s'acoquine avec le vice ou alors, se terre, malheureuse, dans un silence peureux. Elle est ainsi privée de sa part dans l'État. Le Togo qui est capable de faire des miracles n'a pas pu le faire, errant tout seul, sans feuille de route. Il a fallu, un 31 juillet, que la CEDEAO en impose une. Elles sont boiteuses, les recommandations. Mais peuvent, utilisées à bon escient, sortir le pays de la voie de perdition. Y aura t-il, pour une fois, la bonne foi?

Le Togo doit retrouver sa tranquillité et ses enfants, du répit. Avec ses sept millions d'âmes, son sol fertile, sa natalité drue, sa jeunesse hardie, le pays a tout pour être l'un des plus vigoureux de la région. Mais, le RPT a commis l'erreur essentielle de se cristalliser, de pièce à ensemble, dans un statu quo immuable, dans un autoritarisme aux relents tribalistes. Pendant ce temps, chez les voisins alentour, les énergies fédèrent, coalisent, les nations se consolident, bougent. Chez nous, que nenni, c'est relou et rimbou! Le pays stagne. A cause des vices que le parti au pouvoir traîne, a dessein, de son passe d'ancien parti unique.

Ainsi, d'année en année, le ternaire sacré de notre indépendance, Travail-Liberté-Patrie, est tordu en brèche, donnant lieu à un état hybride, une nation virtuelle que régent une autorité débraillée, sans vision. L'odyssée est redoutable et provient du péché qu'ont eux-mêmes commis les Togolais de chanter et danser, des

décennies entières, à la gloire d'un pharisien en substitut du Dieu du haut des cieux. Pendant sa fausse liesse générale, le pays a manqué de produire, en quantité suffisante des hommes intègres, modèles par la passion de la patrie. Aujourd'hui, le pays semble se dissoudre, gouverné par ceux de ses fils dont l'intelligence paraît médiocre, acoquinés à des truands étrangers pour foirer tout ce qui peut le faire avancer.

Par sa gouvernance ravageuse, le RPT, même mu en UNIR, a coupé ses intermédiaires naturels avec le peuple qui ne veut plus voir en ce parti l'incarnation de son orgueil et de son destin. Ce peuple, depuis, s'est ressaisi et n'est plus prêt à seulement obéir. Ayant appris chez ses voisins, il réfléchit et raisonne. Les ruisseaux de sang qui, très souvent, rougissent son sol, les nuages de bombes lacrymogènes qui assombrissent fréquemment son ciel, semblent lui rappeler sans cesse que le pouvoir ne sera pas donné ou gagné; qu'il le faudra arracher. La feuille de route dont on parle tant, est-elle la voie? Doute! Peut-elle l'être sans la bonne foi du pouvoir, sans une organisation intrépide de l'opposition? C'est une autre paire de manches, le Togo étant le Togo, un pays qui ne ressemble à aucun autre.

Le danger ne finit pas de roder. C'est pour conjurer l'irréparable, que la CEDEAO a tendu sa feuille, un échéancier électoral à la clé. Mais, on attend de voir, au-delà des paroles, des actions fortes, concrètes et sincères de leadership du Chef de l'État. Des



Kodjo Epou

actions qui montrent véritablement qu'il y a, enfin, un capitaine à bord du navire ivre battant pavillon togolais. Cette feuille de route est bien en-deça des attentes. Néanmoins, au regard de la situation de notre pays, c'est une perche utile que chacun des protagonistes doit saisir, sans faux-fuyant.

Par elle, l'Organisation que dirige Jean-Claude Brou entend que le Togo doit cesser d'être ce pays de « Far-West » au plein cœur de l'Afrique de l'Ouest. C'est pourquoi – la lettre et l'esprit des recommandations l'indiquent – il ne peut plus être question que le président Faure Gnassingbé et son parti continuent de faire comme si tout allait bien dans le meilleur des mondes. La ruse et la terreur sont proscrites. Ce qui suppose que le chef de l'État doit recadrer ses hommes, civiles ou militaires, et discipliner son parti, UNIR, caractérisé par la « langue de chène

» comme au temps des Tsars russes.

Le temps est arrivé où le Togo a besoin d'un changement qui ne peut plus être remis à demain. L'aspiration générale vers ce profond changement traverse la nation entière. Bien que matée, brutalisée, tournée en dérision, sa détermination n'est ni entamée ni près de fléchir. Isolé, le régime l'est déjà. De son propre choix. Et pour cause, en son sein, trop de personnes imbuës de fausse

puissance, caractérielles et indisciplinées, à la limite de la paranoïa, qui manquent d'élégance et de rondeur. Le tristement célèbre et irrévérencieux Gilbert Bawara ne l'illustre que trop. Farouche adepte des passe-droits, il représente le tapis bariolé qui saille la brutalité d'un régime grossier et décrépité.

Tout cela s'entend. Avec un Chef de l'État mou, irrégulier dans sa conception du nouveau monde, paresseux à l'ouvrage et infidèle à ses promesses, qui laisse délibérément son influence se fondre dans les extravagances de quelques surexcités, l'urgence d'une ère nouvelle a pris forme dans tous les esprits. C'est réel, jusqu'à l'intérieur du système. Corruption, impunité, sectarisme, violence gratuite, incompétence rivalisent d'ardeur: la seule politique ayant cours est désormais celle du moindre mal. Quand la gestion du pays devient tributaire des crimes, quand entre deux maux les citoyens,

confondus, sont en peine de s'entendre sur le moindre, il devient clair que la victoire finale de la discipline sur l'anarchie, de la pensée moderne sur l'obscurantisme doit enfin advenir.

Car, l'État des lieux inspire de la pitié : gouvernement haï, Assemblée déprimée, ordre moral dissolu, plaies sociales élargies, puissantes complicités sous-jacentes. Il faudra, en connaissance de cause, que la C14 mette les bouchées doubles, dès maintenant, pour tirer meilleur profit de la feuille de route, ultime opportunité pour elle de mettre un terme au grand banditisme d'État. Quant à la CEDEAO, l'exercice pour elle va surtout consister à surveiller de près la CENI recomposée, comme du lait sur le feu.

Dans la foulée, l'opposition doit proposer un premier ministre, de préférence une personnalité hors de la C14, pourquoi pas de la Diaspora. Elle devra rester très agressive sur la mise en œuvre des différents points de la feuille de route. Bien entendu, en n'ayant à l'esprit rien que la veuve, l'orphelin et le peuple martyrisé. Traîner des pieds derrière de petits calculs partisans ne peut être une option. Car, en cas d'échec de la pressente feuille de route, sauf une révolution populaire soudaine, la chape de plomb va survivre à 2020, au grand dam d'une population qui a tant soif de changement et, le chantier de la démocratie, au Togo, attendra encore 107 ans.

Kodjo Epou

Sans détour

Les mille inconnues de la présidentielle en vue en Côte-d'Ivoire

« En politique, le choix est rarement entre le bien et le mal, mais entre le pire et le moindre mal ».

A mesure qu'approche la présidentielle en Côte d'Ivoire, le jeu politique prend des allures d'un véritable labyrinthe et bien malin qui pourrait en prédire l'issue. Le 1^{er} coup de tonnerre vient de cet échec du projet de parti unifié dont Alassane Dramane Ouattara faisait une affaire personnelle. Le retrait du PDCI du doyen Henri Konan Bédié y a mis un terme. Rebattant du coup les cartes politiques dans ce pays et appelant à une reconfiguration totale du paysage politique. Mais le plus détonnant est le projet, certes à une étape embryonnaire d'un rapprochement entre le PDCI et l'une quelconque des ailes du FPI (aile dirigée par Pascal Afi Nguessan et l'autre aile).

Alliés aujourd'hui, adversaires politiques demain ; ou adversaires politiques aujourd'hui et alliés demain, le schéma est tout à fait classique. La perspective d'une telle alliance PDCI-FPI pose encore plusieurs questions. Avec laquelle des ailes revendiquant l'authenticité du FPI, le PDCI fera-t-il alliance électorale ? Simone Gbagbo, la femme de l'ex-président ivoirien Laurent Gbagbo ? Celle de Pascal Afi Nguessan ? Qui devrait porter les couleurs de l'alliance ? Rien n'indique dans le contexte actuel que ce projet puisse aboutir. A moins que l'éventuel allié du PDCI consente à faire profil bas, ce qui reste encore sujet à caution.

Car le retrait du PDCI du projet de parti unifié est provoqué par le refus du RDR d'ADO de renvoyer l'ascenseur à son désormais ex-allié du PDCI en 2020 tandis qu'au sein de ce parti, on dénonce la violation d'un deal politique stipulant l'obligation pour le chef de l'Etat et consorts de soutenir en 2020 la candidature unique au nom du RHDP d'un cadre du PDCI. Le paysage politique est en pleine reconfiguration en Côte d'Ivoire et une éventuelle libération de Laurent Gbagbo pourrait en rajouter à tout ce méli-mélo. Le RDR ira-t-il au scrutin de 2020, seul contre tous ?

Qui pourrait mériter la confiance d'ADO pour incarner son parti, si son retrait se confirme ? Cette question revêt tout son sens, au regard des développements de l'actualité politique dans ce pays. Il n'est pas en effet exclu que ADO se déjuge à nouveau à l'approche de 2020 et « révoque » son serment de laisser le pouvoir à un plus jeune que lui. Car les circonstances ont radicalement changé. L'alliance dont la survie lui importait au point qu'il se décide à céder le perchoir a volé en éclats. Face à cette nouvelle donne, il pourrait se considérer comme l'unique candidat de son parti, à même de tenir la dragée haute à tous ces ténors qui sont en train de faire front contre lui.

L'équation la plus compliquée, reste la carte Guillaume Soro. L'actuel président de l'Assemblée nationale ivoirienne a des envies qu'il ne compte pas, alors là pas du tout ravalé. Il lorgne toujours le fauteuil présidentiel ; et ce serait se fourvoyer totalement que de compter sans lui. A l'étape où on en est, les alliances peuvent se faire et se défaire. Rien n'est encore joué. La présidentielle s'annonce dans ce pays comme une équation aux mille inconnues.

Meursault A.

Landerneau politique

Le pouvoir souffle à nouveau sur la braise et fait monter le mercure

Le commun des Togolais croyait que le plus grand pas avait été fait, avec les recommandations de la CEDEAO, et qu'il revenait aux protagonistes de la crise de maintenir la dynamique jusqu'au dénouement pacifique de la crise. Mais visiblement, tout le monde n'a pas tiré leçon de la longue période tumultueuse connue par le pays depuis août 2017. C'est ce qui transparait dans l'attitude du pouvoir RPT/UNIR qui refait preuve d'unilatéralisme et d'obscurantisme dans la mise en œuvre de la feuille de route. Une démarche qui ravive dangereusement la tension.

Obscurantisme, surdité, unilatéralisme...

Si l'origine de la sempiternelle crise politique vécue par le Togo depuis bientôt trente (30) ans et ravivée depuis août 2017 est le refus de l'alternance au pouvoir par le régime cinquantenaire, l'obscurantisme de Faure Gnassingbé et du clan RPT/UNIR en est pour beaucoup dans la persistance des tensions politiques connues depuis bientôt un an. Il est clair que Faure Gnassingbé aurait pu étouffer dans l'œuf cette facette de la crise depuis sa naissance en accédant aux revendications du peuple. Mais en lieu et place, il a plutôt fait preuve d'un obscurantisme sans pareil en fonçant dans une surdité adulte.

Cette logique l'avait poussé à faire adopter par les députés du régime le 19 septembre 2017, au mépris des réclamations du peuple assoiffé d'alternance, un projet de réformes constitutionnelles lui traçant la voie d'une présidence no limit. Ce geste n'avait



Faure Gnassingbé

fait qu'envenimer les choses. La mobilisation est montée d'un cran, les populations sorties de plus en plus nombreuses et le régime obligé de se faire découvrir par la répression et les morts engendrées.

L'ouverture du dialogue

politique le 19 février dernier a un tant soit peu rabaissé la tension, même si la mauvaise foi du pouvoir – il avait pris prétexte sur le dialogue et la clause de suspension des marches durant les pourparlers pour interdire toutes manifestations - est encore passée par là. En tout cas depuis lors, les populations n'ont plus défilé dans les rues, avec le lot de tensions et de répressions que cela charrie. Clopin-clopat, le dialogue, même s'il n'a pas véritablement eu lieu, a débouché sur des recommandations rendues publiques par les chefs d'Etat de la CEDEAO lors du 53^e sommet le 31 juillet dernier à Lomé. Même si la feuille de route a laissé un goût d'inachevé, sa mise en œuvre devrait rasséréner davantage le climat politique et aider à sortir de la crise. Mais le pouvoir use encore du même état d'esprit néfaste, fait preuve de surdité et recourt à l'unilatéralisme.

La dynamique a été lancée depuis mercredi dernier où la Commission électorale nationale dite indépendante a annoncé, à travers un communiqué, la reprise de ses activités. La sortie a suscité un tollé général et l'on croyait que le pouvoir allait se retenir, surtout que la CENI est aussi concernée par les réformes requises pour la

Suite à la page 4

Pourquoi une CENI et une Cour constitutionnelle à recomposer...

Depuis le 31 juillet 2018, des recommandations pour une sortie de crise durable au Togo ont été édictées, même si le régime a encore tenté d'y mettre le bistouri, sans succès. Alors, un nouveau refrain est apparu dans le camp au pouvoir : élections législatives le 20 décembre 2018, sans égard pour les deux points phares de la recommandation 38 relatifs à la CENI et à la Cour constitutionnelle. Deux points sur lesquels l'opposition n'a pas intérêt à transiger. Surtout que tous les postes ministériels et de direction sont acquis à la cause du régime en place, cette recommandation constitue la seule voie royale pour impacter significativement les processus électoraux à venir.

« Si l'opposition rate ce tournant dans sa lutte pour la transparence dans les processus électoraux, elle devra dire adieu à ses chances de concourir avec le régime sur un pied d'égalité, pour une fois ». C'est par cette phrase qu'un ancien ministre a décrit l'opportunité offerte à la Coalition des 14 partis d'opposition, après la publication des recommandations de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) le 31 juillet dernier. Il ne pense pas si bien dire.

Que ce soit le point (d) de la recommandation 37, ou les points (c) et (d) de la recommandation 38, seul un impact réel des partisans au changement pourra conduire à des aménagements conséquents dont le subut sera de garantir des scrutins transparents à bien des niveaux. « La conférence des chefs d'Etat exhorte le gouvernement à procéder à la révision intégrale du fichier électoral en vue de l'organisation, le 20 décembre 2018, des élections législatives », dit le 37-d. Et le 38-c et d donne les moyens aux deux parties pour y parvenir : « La recomposition de la Cour constitutionnelle pour notamment revoir sa composition et limiter le nombre de mandats de ses membres », et « le renforcement du processus électoral, en particulier le fonctionnement effectif avec une participation inclusive de l'ensemble des acteurs à la CENI ». La crise togolaise opposant deux parties, aucune pression ou compromission n'est plus possible au niveau de ces deux institutions. Seule une composition consensuelle devra acter la répartition des postes dans ces deux instances. Parce que

LONATO, CNSS, CRT, SPT, TOGOCOM, FNFI, FAIEJ, ANADEB, ANASAP, CEET, TdE, SGMT, PAL, SALT, ARMP, DNCMP, etc.) : tous acquis à la cause du parti au pouvoir ; la hiérarchie militaire (Police, Gendarmerie, armée) : est issue de l'entourage de Faure Gnassingbé ; les présidents des universités du Togo, l'ENA, les banques publiques, etc. ne peuvent pas



Kodjona Kadanga, Pdt CENI

l'appareil étatique est quasiment occupé rien que par des activistes soumis au pouvoir en place.

En effet, pour avoir parcouru le fonctionnement de l'appareil au Togo, on est arrivé à la conclusion que tous les postes de décision sont systématiquement occupés par le pouvoir. C'est à croire que seuls ceux qui regardent dans la même direction que Faure Gnassingbé, ont le droit de prétendre à des fonctions politiques ou non. Un petit voyage dans les sphères de l'administration publique donne les constats suivants : le chef du gouvernement et l'ensemble de ses membres : pro-Unir ; les directeurs des institutions telles que la HAAC, la Cour constitutionnelle, la Cour suprême, l'Assemblée nationale, la CENI, la Haute Autorité : tous issus ou proches du parti au pouvoir ; les préfets nommés regardent dans la même direction que Faure Gnassingbé ; les directeurs généraux de sociétés d'Etat et projets (SOTRAL, SNPT,



Aboudou Assouma, Pdt Cour Constitutionnelle

afficher de coloration politique autre que celle du parti au pouvoir.

Au vu de tout ce qui précède, les résultats des élections au Togo pouvaient subir et subissent les humeurs du parti au pouvoir avant d'être portés à la connaissance du peuple. Puisque c'était à Faure Gnassingbé que revenait la latitude de nommer qui il veut à la tête de ces instances. Aussi, pour une fois que la CEDEAO s'est promis de s'immiscer dans le processus électoral en optant pour une recomposition de la Cour constitutionnelle et une participation inclusive de l'ensemble des acteurs à la CENI, l'opposition aura tout perdu si jamais elle échouait à présider au moins une de ces deux instances. Les partisans à la transparence des scrutins à venir devront alors faire une croix sur des jeux électoraux non pipés.

Abbé Faria

NATION

IAEC

Le personnel désavoue la direction et confirme les mois d'arriérés de salaires

Devant certaines vérités, il vaut mieux parfois garder le silence. De peur d'envenimer la situation. Après notre article hier sur la situation salariale à l'IAEC, la direction de cette école a produit un communiqué dans lequel elle cherche à démentir, en même temps qu'elle charge le journal LIBERTE. Nous sommes retournés vers d'autres enseignants pour voir si leurs versions diffèrent de ce que nous savons déjà. Mais le constat est et demeure le même, en plus d'autres révélations.

Le personnel de l'IAEC cumule effectivement 5 mois d'arriérés de salaire. Quand aux enseignants, la plupart n'ont perçu à ce jour comme dernier salaire celui de mars 2018. Et ce n'est pas tout. Nous apprenons que d'habitude, les salaires sont virés sur les comptes des employés. Mais parce que beaucoup ont contracté des prêts auprès d'institution de microfinance, les responsables de l'IAEC n'effectuent plus de virement sur les comptes, mais remettent main à main les salaires aux ayants-droit. De peur qu'ils se retrouvent sans un franc après ponction des remboursements. Une attitude qui s'apparente à l'organisation de l'insolvabilité des employés vis-à-vis de l'institution de microfinance.

En outre, sur le plan purement éducationnel, il nous revient que les taux horaires ont été modifiés. Ainsi, de soixante (60) heures comme dans d'autres écoles, certains enseignants ont vu leurs taux ramenés à vingt (20) heures à l'IAEC. Ceux qui disposaient de quatre-vingt (80) heures se retrouvent avec quarante (40) heures. Et pourtant, les parents ont opté pour cette école dans le but d'une transmission d'un enseignement de qualité. Comment



Innocent Kagbara, Administrateur général IAEC

la qualité pourrait encore être transmise avec application après de telles réductions ?

Sans prétendre répondre au contenu du communiqué produit par la Direction générale, nous relevons juste un passage : « Ces informations, maladroitement diffusées sur les réseaux sociaux et par une certaine presse, qui refuse obstinément de faire du recoupage avant toute publication sont l'œuvre de personnes de mauvaises foi, qui ont pour seul objectif de nuire aux intérêts et à la renommée de cette école... ». Au nom de la déontologie

qui commande que le journaliste donne l'occasion à toutes les parties de se prononcer dans une affaire, nous avons envoyé un message au Directeur général, Innocent Kagbara pour avoir sa version.

Mais plutôt que de nous répondre, il a chargé son responsable de communication d'entrer en contact avec nous pour suggérer que nous renoncions à la publication, « on est des confrères liés par la confraternité et la confidentialité. S'il te plaît », disait le message que celui-ci nous a envoyé. Et justement, au nom de la confraternité, nous n'avons pas jugé loyal de mettre sur la place publique sa demande. Nous sommes alors étonnés de lire que nous « refusons obstinément de faire du recoupage avant toute publication ». L'IAEC fait-elle partie de la corporation des médias pour qu'on nous parle de confraternité ?

Cette situation pose la question du recoupage dont on accuse parfois les journalistes. Simplement parce que le risque est énorme que celui dont on veut prendre la version d'un fait, tente de soudoyer ou de corrompre. Nous n'en dirons pas plus.

Godson K.

Tentative d'escroquerie sur des enseignants en formation dans la région des Savanes

Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), soucieux de la qualité de l'éducation à la base, a bien voulu accorder à notre pays un financement destiné à la formation des enseignants du primaire sur les méthodes actives. L'école togolaise, à défaut d'imiter le bon modèle, ne peut prétendre s'élever au-dessus du médiocre, le gouvernement en est bien conscient et reconnaît à sa juste valeur l'importance de ces appuis de partenaires de l'éducation qui lui viennent constamment en aide.

Malheureusement, à la moindre occasion, certains maillons de la chaîne impliquée dans la gestion des fonds alloués à ces genres de projets s'activent à tirer tous les efforts des partenaires de l'éducation vers le bas. La corruption, le vol et les malversations financières de tous genres dans les secteurs de la vie nationale ont décidément atteint leur paroxysme.

Le projet de formation dont il est question ici consiste à outiller les enseignants du primaire de la région des Savanes sur les méthodes actives. Selon nos sources, après une première phase de cette formation qui a déjà eu lieu l'année dernière, une seconde phase regroupe à Dapaong, les enseignants de ladite ville et ceux de Tandjouaré, Cinkassé, Kpandjal, l'Oti Nord et l'Oti Sud. Parmi les écoles sélectionnées, figurent celles parrainées par le projet « Ecole Amie des Enfants ».

Le plan d'escroquerie en préparation

Suite à nos divers recoupements et investigations, il ressort qu'au total, 268 enseignants dont 120 représentant les « Ecoles Amies des Enfants » participent à cette formation qui se tient à Dapaong. D'après nos sources, une trentaine de participants résident dans la ville de Dapaong et tout le reste vient des autres préfectures et localités environnantes. La formation dure trois semaines et tous les participants sont payés à raison de 20.000 francs par jour sauf ceux résidant dans la ville de Dapaong qui sont payés à 5000 francs par jour. Voilà les picaillons qui font saliver certains responsables chargés de l'organisation dans le cadre de cette formation. Il est en effet demandé à chaque participant dans un premier temps de cotiser 5000 francs avant le début de la formation. L'autre contrat beaucoup plus curieux réside dans le fait qu'on oblige chaque enseignant sélectionné pour la

formation à signer un engagement dans lequel il accepte de verser 50.000 francs CFA au terme des travaux, aux commanditaires de la magouille organisée.

Joint au téléphone, le Directeur des études de l'ENI de Dapaong, M Adanglo Koami a, dans un premier temps, nié la véracité d'une telle information avant de revenir plus tard reconnaître les faits. Selon lui, au cours d'une réunion, tous ces



Koami Adanglo, Directeur des Etudes de l'ENI de Dapaong

engagements ont été proposés aux enseignants à former, mais rien ne serait encore définitivement arrêté. Le point focal UNICEF à la DRE Savanes, Mme LENE Mélanie, pour sa part, nous a surpris par son attitude agressive au téléphone, refusant de donner tout renseignement relatif aux critères de sélection et au nombre de participants.

Prises de court, certaines personnalités contactées lors de nos investigations ont, dans leurs tentatives d'intimidation eu recours à un quidam qui se fait passer pour la gendarmerie de la ville de Dapaong. Ce dernier, après des tentatives de menaces et d'intimidations sans succès, promet de retrouver dès le lundi, 13 août le journaliste qui a osé mener, la veille, des enquêtes auprès de Mme LENE Mélanie, point focal UNICEF à la DRE Savanes, auprès du Directeur Régional en personne et de la conseillère pédagogique, Mme Yaomonte.

Chose curieuse, le ministère des Enseignements primaire et secondaire et de la formation professionnelle n'est aucunement informé de tout ce qui se trame dans le cadre de cette formation.

Mais aux dernières nouvelles, nous apprenons que les auteurs de cette escroquerie en préparation courent déjà dans tous les sens ce lundi matin pour faire annuler les engagements frauduleux suite aux investigations du journaliste et à l'interpellation du ministre Komi Tchakpele qui n'a été informé de toutes ces magouilles que tardivement.

J. S.

Le pouvoir souffle à nouveau sur la braise et fait monter le mercure

Suite de la page 3

tendue d'élections transparentes en vue d'une sortie de crise. Dans sa composition actuelle, elle ressemble plus à une aile marchante du RPT/UNIR qu'à une commission électorale censée conduire un processus normal, remplie des membres du parti au pouvoir et du supporting club de Faure Gnassingbé. Le minimum que l'on puisse espérer, c'est que la CENI soit recomposée afin que l'autre protagoniste de la crise, la C14, puisse faire son entrée et que le processus soit conduit de façon inclusive, comme recommandé par les chefs d'Etat dans leur feuille de route. Mais la CENI fonce dans les préparatifs solitaires. Dans une correspondance en date du 9 août dernier, elle somme l'opposition d'envoyer les noms de ses représentants dans les CELI. Il est annoncé sous peu le démarrage du recensement électoral...

La température remonte

Au début, l'opposition devrait croire à une bonne blague lorsque le pouvoir avait tenté, par le biais d'un courrier du ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités locales, de la convier à une réunion de relance du processus...et

penser que le pouvoir allait revenir à la raison. Mais bien plus, il fonce dans sa logique et tout devient sérieux. Ce qui fait sortir la C14 de son silence.

C'est Jean Kissi, le Secrétaire Général du Comité d'action pour le renouveau (CAR) qui avait donné le ton, en qualifiant la sortie du Président de la CENI de « provocation ». C'en est vraiment une lorsqu'on considère les recommandations de la CEDEAO et le fait que la CENI fasse partie des institutions à réformer.

Pour Nathaniel Olympio, président du Parti des Togolais, ce n'est pas le moment de parler d'élections, il faut d'abord mettre en œuvre les recommandations prescrites par la CEDEAO. « Ne poussons pas les Togolais à la révolte. Cela va être un ouragan que personne ne pourra contenir si la Ceni persiste à organiser les élections », a-t-il déclaré dimanche, sur fond d'avertissement.

« Le pouvoir doit rester à carreau et ne pas jouer avec le destin du peuple togolais. Nous sommes tous obligés de nous soumettre au processus que la CEDEAO dirige désormais. Soyons responsables et jouons tous le jeu

pour que notre pays s'en sorte. Ne poussons pas les Togolais à la révolte », « Le jour où on va constater que cela nous mène à autre chose que le changement, cela va être un ouragan que personne ne pourra contenir », a prévenu de son côté la Coordinatrice de la C14, Mme Brigitte Adjmagbo-Johnson, à l'occasion du 1er conseil national de la jeunesse socialiste de la

Convention démocratique des peuples africains (CDPA). « Nous n'allons pas répondre à cette demande de la CENI. Je réitère la mise en garde. Rien, aucune manœuvre d'intimidation ou de division, aucune répression, rien ne détournera désormais les Togolais de leur détermination à aller vers la démocratie et l'alternance. Tous ceux qui se mettront en travers de leur route seront balayés sans ménagement (...) Cela va être un ouragan que personne ne pourra contenir », a-t-elle averti.

Les réactions continuent d'affluer pour dénoncer cet état d'esprit du pouvoir. Mine de rien, la température commence à monter peu à peu, la faute au pouvoir qui souffle sur les braises. Et ce n'est pas bon...

Tino Kossi



Libertinage

Non, Joseph n'est pas plus intelligent que « Faure-vi » !!!

Je dis hein, c'est la musaraigne qui a marché sur l'âme de « Faure-vi » et lui il n'aime pas les bonnes choses ou comment ? Que les membres de son supporting club qui s'énervent « vitevent » comme un patient atteint de la paranoïa ne se fâchent pas qu'on parle mal de leur « champion ». Nous-mêmes là, on l'aime beaucoup, sauf que parfois (ou plutôt souvent), il n'écoute pas nos conseils-« biévéba » (conseils chicottes) qu'on lui donne à travers nos articles dithyrambiques et critiques – hum – et il « verse notre figure par terre » comme ça, nous honnit quoi.

Joseph Kabila, voilà un nom qui est dans toutes les bouches présidentielles. Le gars est félicité à travers le monde entier, comme s'il venait d'inventer le vaccin anti-Sida ou le sérum pour guérir la pauvreté sur le « continent de merde ». Et pourtant il n'a rien fait d'aussi gargantuesque que ça, il a simplement renoncé à « manger » président pour la 3^e fois. Mais, il faut avouer que cela ne devrait pas être aussi facile pour lui de renoncer comme ça à un 3^e mandat, vu qu'il y a tout autour de lui, des Denis DansouNgué quelque chose et Paul Zéwa étaient au pouvoir avant même que le « p'ti » Gaulois n'entre dans la puberté, ils y sont toujours depuis 35 ans et plus.

Bébé Kabila est félicité par tous les grands dirigeants du monde, vivants comme décédés...Le « Prégodent » de nos ancêtres les Gaulois l'a congratulé, de même que Donald Trompette des « zétazunis »...Union africaine, Union européenne, Nations Unies, toutes les institutions de la planète le félicitent pour ce choix. Mais entre nous hein, est-ce que « Faure-vi » n'a pas envie qu'on le complimente comme ça ? Est-ce que Joseph Kabila est plus intelligent que lui ? Non, non, non et non. Mais, enfin...

Comme il a pris l'habitude d'adresser des courriers de félicitation ou de compassion aux « Prégodents » de la planète entière à l'occasion d'événements heureux, malheureux ou d'actions salutaires, on se demande quand il va adresser une lettre de félicitations à Joseph Kabila pour le choix éclairé qu'il vient de faire en renonçant à briguer un 3^e mandat, là où lui, il a déjà franchi le pas et certains n'arrivent même plus à compter le nombre qu'ils font au pouvoir...

Voilà pourquoi il aime tant les élections

On sait maintenant pourquoi, bien que sachant en son âme et conscience qu'il ne dépassera guère la barre de 01%, l'opposant recto-verso du parti pas très NET avait fait acte de candidature à l'élection présidentielle de 2015. Gerry KomandegaTaama avait obtenu un score nanoscopique, 01,03%. Cette fessée électorale mémorable à lui administrée est à l'image de l'impopularité de ce parti qui n'existe que sur l'interNET. Il était l'avant-dernier de la classe. Il n'était pas le plus nul, le médiocre taré de la classe. En tout cas, il peut se targuer d'avoir fait mieux qu'un autre candidat qui avait obtenu un score voisin de zéro.

On le sait, l'opposant hybride ne représente que l'ombre de lui-même. On pensait qu'avec son Waterloo électoral, Tom & Gerry allait se tasser. Eh ben, non. Au contraire, il se passe pour le plus intelligent, le plus compétent et le plus populaire que tous les acteurs politiques togolais réunis. Il ressemble « faure » bien au bouillant et tonitruant opposant au

crâne poli Fo Nico, un habitué des élections présidentielles au Togo qui s'en est toujours sorti avec des scores difficilement vérifiables au microscope. Mais qui s'obstine toujours à se porter candidat aux élections. Malgré le naufrage électoral, il répond à chaque fois présent avec la témérité d'un boxeur mutilé au combat qui résiste toujours.

Comme Fo Nico, beaucoup se sont posés des questions sur le sérieux de la candidature de Gerry Taama à la dernière élection présidentielle. A quoi sert-il par exemple de se porter candidat à une élection quand on sait qu'on sera le premier à échouer d'emblée ? That is the question. Les contempteurs du « prégo » du parti pas très NET soutiennent que si l'ancien troupion aime autant les élections, -il est d'ailleurs le tout premier à envoyer un représentant à la CENI tétraplégique-, ce n'est pas pour être élu PR ou avoir des élus au parlement, mais pour quelques...pécules. C'est d'ailleurs pour les maigres sous que va empocher son représentant à la CENI qu'il s'est fermement opposé à ce que ce guichet automatique de fraudes (GAF) soit restructuré comme recommandé par la CEDEAO.

En 2015, il avait grassement bénéficié de 72 « millignons » de francs pour sa participation au « skritin », mais la campagne électorale qu'il avait faite, a été aussi maigrelette qu'un enfant atteint de Kwashiorkor. C'était tellement doux les 72 « millignons » qu'il ne veut rater sous aucun prétexte une élection au « Gnassingbeland »...

L'écureuil qui cherchait un compagnon

Dans les pays « civilisés », la relation entre les « kpoliciers » et les citoyens est



Caricatureme-t Vôtre

Do-ise-Do-ald

ÉLECTION SANS RÉFORMES: LE POUVOIR ATTISE LE FEU



tellement affective que les seconds font appel aux premiers pour n'importe quelle broutille. Jeudi dernier, la police de Karlsruhe, dans le sud-ouest de l'« Amlagne » a reçu un drôle d'appel. Vers 8 heures, un homme a téléphoné pour signaler qu'un bébé écureuil ne cessait de le suivre partout où il allait.

Une patrouille a aussitôt été envoyée à la recherche de l'homme et de l'animal. Les policiers les ont retrouvés tous les deux. L'animal s'est arrêté subitement visiblement épuisé par la poursuite. Sans demander son reste, il s'est couché et s'est endormi aussitôt.

Les réflexions se poursuivent pour savoir pourquoi le petit rongeur s'est mis à poursuivre ce passant. Pour Christina Krenz, porte-parole de la police de Karlsruhe «il arrive souvent que les écureuils qui ont perdu leur mère cherchent une remplaçante, et concentrent leurs efforts sur une personne». « Les animaux peuvent être très persistants, et peuvent ne pas seulement courir derrière quelqu'un, mais vraiment être fixés sur eux. Ça peut être assez effrayant. Cet homme ne savait pas quoi faire et il a donc appelé la police. Il se sentait probablement un peu menacé », ajoute-t-elle.

Peut-être que le rongeur cherchait seulement un compagnon avec lequel jouer. La preuve, l'animal s'est depuis remis de ses émotions et s'est trouvé d'autres amis. Les « kpoliciers » de Karlsruhe en ont fait leur mascotte et lui ont trouvé un prénom : Karl-Friedrich. Un hommage vraisemblablement à Karl-Friedrich Eichhorn, juriste allemand du 19^{ème} siècle. En allemand, « Eichhorn » signifie « écureuil ». Karl-Friedrich ne restera pas pour autant au commissariat de Karlsruhe. Les policiers l'ont d'ores et déjà confié à un refuge pour animaux.

En tout cas, les « Gnassingbélendais » veulent aussi appeler les « kpovitô » pour les aider à mettre le grappin sur les souris ou autres bestioles qui les dérangent à la maison.



ACTU

Togo, l'avenir de la feuille de route de la CEDEAO :

Le passage obligé par une « Constituante » sans le système Gnassingbé !

Le 30 et 31 juillet 2018 s'est tenu au Togo le 53e sommet de la CEDEAO sous la présidence tournante du Président en exercice, Faure Gnassingbé, Président du Togo.

1- A quand la feuille de route sous la présidence Buhari ?

Le transfert de la présidence tournante n'a eu lieu qu'à la fin du sommet et c'est le Président du Nigeria, Muhammadu BUHARI qui est devenu pour un an le Président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO.

Force est d'abord de constater que le Président en exercice de la CEDEAO qui n'est autre que le Président du Togo, Faure Gnassingbé - dont le peuple togolais demande, de manière insistante ce depuis un an, la démission à travers de nombreuses manifestations populaires tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays durant cette longue crise socio-politique -, est juge et partie. Il aurait été juridiquement plus crédible que la feuille de route de la CEDEAO fût élaborée sous la présidence du nouveau Président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO, avec l'aide des deux facilitateurs. Il en résulte que la feuille de route présentée par le dernier sommet de la CEDEAO, perdant toute valeur à cause du conflit d'intérêt souligné précédemment, devrait être frappée de nullité !

Le sommet de Lomé sous la Présidence de Faure Gnassingbé a donc fait des recommandations sur l'avenir du Togo sous la forme d'une feuille de route afin de sortir ce pays d'une crise politique cinquantenaire et du non-respect de l'ensemble des engagements pris par le passé. Notamment les recommandations et engagements contenus dans l'Accord politique Global en 2006, les recommandations contenues dans le rapport remis en main-propre au Président de la

République le 3 avril 2012, par la Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR) et ceux du Haut-commissariat à la Réconciliation et au Renforcement de l'Unité Nationale (HCCRUN) en 2016, ainsi que d'autres instances choisies de manière unilatérale par le pouvoir de Faure Gnassingbé.

Il faut bien constater qu'aucune de ces recommandations qui auraient pu permettre au Togo d'aller vers un retour à la confiance et une refondation démocratique entre les dirigeants et le peuple n'a été respectée. Au contraire, un système a été mis en place pour systématiquement organiser une forme de déviation des objectifs recherchés par le Peuple togolais et inscrits dans la Constitution originelle qui a été démocratiquement acceptée par ce même Peuple en 1992.

Aussi, aucune solution durable et pérenne ne peut provenir de l'extérieur du Togo, encore moins d'une institution dont les membres sont des représentants des pouvoirs africains de la sous-région et moins de la représentation du Peuple togolais. Comme le dialogue inter-togolais semble impossible du fait de l'unilatéralisme du pouvoir en place à moins de s'aligner sur ses positions volontairement ou sous la contrainte de l'argent, de l'abus de droit ou de l'abus de pouvoir, il est difficile de croire que le 20 décembre 2018, des élections législatives « libres, transparentes, sécurisées » au Togo pourront garantir la « vérité des urnes ».

2. Crise togolaise : la CEDEAO sous Faure Gnassingbé était juge et partie

En réalité, avec une feuille de route sous la présidence de Faure Gnassingbé, la CEDEAO a choisi d'organiser l'avenir de Faure Gnassingbé au lieu de l'avenir du Peuple togolais. En effet, les élections communales qui n'ont jamais eu lieu au Togo sont passées

sous silence. La non-participation de Faure Gnassingbé qui aurait dû prévaloir aux élections de 2015 et à fortiori à celles de 2020, est passée sous silence, alors que la Constitution originelle de 1992 n'autorise pas l'actuel chef d'Etat du Togo à se maintenir à la tête de l'Etat.

En refusant le parallélisme des formes juridiques, le pouvoir en place a choisi à plusieurs reprises de nettoyer la Constitution de 1992 et l'adapter à ses desiderata et non à la volonté du Peuple togolais. Aussi, il est étonnant et même problématique de constater que la CEDEAO ait pu

une équipe d'experts avec une représentativité de la société civile togolaise et de la Diaspora togolaise plurielle et indépendante.

Dans le cas du Togo, une assemblée constituante prendra la forme d'une assemblée de représentants du pays dite « la Constituante ». Ces représentants seront choisis sur la base de leur éthique, de leur compétence et de leur efficacité au service du Peuple togolais. Cette Constituante, qui exercera au cours d'une période de transition variant entre 18-24 mois, fonctionnera sur la base de la Constitution originelle de 1992 adoptée démocratiquement par le

de croire à des élections où la vérité des urnes pourra triompher au Togo sans une déconstruction et reconstitution de la Cour constitutionnelle, de la Commission électorale nationale indépendante, du code électoral, du fichier électoral comprenant l'ensemble des citoyens togolais sans exception, donc ceux de la Diaspora togolaise, et pour garantir l'impartialité des recours d'une justice qui ne soit pas aux mains des Affidés de Faure Gnassingbé. Face à cette quadrature du cercle, si le Peuple togolais souhaite un changement en profondeur et non de surface - notamment à la tête de l'Etat par un simple remplacement des individus sans changement de pratiques politiques -, le RCDTI propose :

1. De libérer tous les prisonniers politiques, membres de la société civile, qui n'ont rien fait d'autre que de soutenir le marathon démocratique qui doit mener le Peuple togolais à des élections crédibles avec une vérité des urnes indiscutable tant pour les élus que les battus ;

2. En aucun cas, il ne faut stopper les marches pacifiques. Il s'agit d'un marathon démocratique qui permettra une déconstruction-reconstruction des institutions en s'appuyant sur une remobilisation du Peuple togolais autour d'un Programme commun pour l'avenir du Togo. Cela permettra d'ouvrir la voie à un vaste Mouvement pour l'Avenir du Togo et retrouver un rapport de force en faveur du Peuple togolais ;

3. Stopper les processus d'élections avec des dates butoir proposées par la CEDEAO sous influence de Faure Gnassingbé ; RCDTI exige au préalable un recensement complet de la population car, ce n'est pas seulement la Diaspora, mais aussi



Alpha Condé et Nana Akufo-Addo, Facilitateurs

passer sous silence une aussi grave et lourde erreur de droit, conduisant le Togo à avoir à sa tête un Président non légitime au regard de la Constitution de 1992. Par voie de conséquence, ce maintien au pouvoir contre les dispositions de la Constitution de 1992 et donc contre le Peuple togolais, a poussé les citoyens togolais à ne pas se laisser endormir par des marches qui ne « dérangent » pas le pouvoir. Aussi, le 19 août 2017 sous l'impulsion de Tikpi Atchadam et son Parti National Panafricain, le sursaut des consciences s'est transformé en une insurrection populaire que la CEDEAO a indirectement considéré comme un « dérangement » à la « stabilité instaurée » par Faure Gnassingbé et son système militaro-civil.

Aussi, compte tenu des nombreuses erreurs d'analyses stratégiques de la CEDEAO, qui avait en 2015, maladroitement, confirmé la contre-vérité des urnes au Togo et légitimant de manière forcée l'actuel pouvoir, la RCDTI invite la partie majoritaire du peuple togolais qui souhaite un avenir différent de celui que Faure Gnassingbé et son parti RPT/UNIR ont produit, de démontrer que l'insurrection populaire sous la forme d'une marche pacifique sur l'ensemble du territoire est leur seul moyen d'action pour se faire entendre d'un pouvoir sourd et qui a réussi à endormir la CEDEAO présidée par Faure Gnassingbé.

Il sera difficile de mettre en œuvre les recommandations de l'APG, de la CVJR, du HCRRUN, etc. sans une transition politique pacifique aux commandes de laquelle ne serait plus Faure Gnassingbé. Le parlement actuel au Togo devra céder la place à une Assemblée constituante dont les modalités devront être définies par

Peuple togolais. Toutefois, cette Constituante aura aussi pour mission de rédiger ou d'adopter une nouvelle Constitution ou une modification de celle-ci afin de réussir la déconstruction et la reconstruction des Textes fondamentaux du pays et de la réorganisation des institutions, assortis d'un retour à l'équilibre et la séparation des pouvoirs au Togo.

Si l'Assemblée constituante ne décide pas de manière souveraine de la mise en application des textes qu'elle a adoptés démocratiquement, alors cela devra se faire par un référendum et donc entériné par le Peuple togolais. Les membres de la Constituante peuvent avoir d'autres fonctions institutionnelles ou avoir été désignés expressément pour cette mission. L'Assemblée peut aussi d'être autoproclamée constituante, notamment pour sortir de la crise togolaise reposant sur la prise du pouvoir par un coup d'Etat institutionnel en 2005. Cette Constituante peut et doit aussi détenir ses pouvoirs en vertu de la précédente Constitution originelle togolaise de 1992. Il est donc question de stopper le pouvoir militaro-civil de Faure Gnassingbé et son système mafieux et criminel.

3. Propositions de RCDTI et CVU-Togo-Diaspora

Il importe de rappeler que la Coalition des 14 partis politiques ne représente pas toutes les forces démocratiques indépendantes de l'opposition togolaise. Si la CEDEAO veut poursuivre des négociations sérieuses avec tout le peuple togolais, elle doit oublier le principe du dialogue et considérer la Société Civile et la Diaspora plurielle et indépendante comme parties prenantes à la table de négociation. Il ne sera pas possible

15 Août 2008- 15 Août 2018 : 10 ans que Atsutsé Kokouvi Agbobli disparut

Il y a dix ans, disparaissait M. Joachin Atsutsé Kokouvi Agbobli, Ancien ministre de la Communication, de la Culture et de l'Artisanat, ancien président du parti politique MODENA. Est-il mort par « intoxication médicamenteuse ??? Par noyade ?? Par suicide ? Par assassinat... »

Dix ans depuis la disparition tragique du Dr. Joachin Atsutsé Agbobli, président du Mouvement pour le Développement National MODENA retrouvé mort à la plage de Lomé le 15 août 2008.

A cette occasion, la famille Agbobli de Kpélé Adété invite ceux qui l'ont connu et aimé à assister à une messe d'action de grâce qu'isera célébrée à son intention le 15 août 2018 à 8 h 30 à l'église St Antoine de Padoue de Hanoukopé église Franciscaine.

La Famille AGBOBLI



Suite à la page 7

LIBERTE

Récépissé N° 0263/02/03/05/HAAC
08 B.P. 80 744 Tél 90-33-53-80

Fax 22-22-09-55

E-mail:libertehebdo2@yahoo.fr
libertehebdo2@gmail.com

siteweb: www.liberte-togo.com

Casier MJ : N° 29

Directeur de la Publication

Médard K. AMETEPE

90-33-53-80 / 99-41-59-58

Rédacteur en chef

NYIDIKU K. Agbenyo

90-33-47-36

Rédacteurs

Tino KOSSI	Abbé FARIA
Rita TOKOFAÏ	Géraud AFANGNOWOU
Didier LEDOUX	Shalom AMETOKPO
Meurseault A.	Ben Late

Caricaturiste

Donisen DONALD

Graphiste

Latévi LAWSON-AKATO

Webmaster

Godson KETOMAGNAN

Service Commercial

91-72 -68-72

Impression

Groupe de Presse Liberté

Tirage : 2500 exemplaires

Publication du Groupe de Presse

Liberté (GPL)

ACTU / SPORT

Le passage obligé par une « Constituante » sans le système Gnassingbé !

Suite de la page 6

de nombreuses personnes en zones rurales et péri-urbaines qui n'ont pas été enregistrées lors du précédent recensement. Il ne s'agit donc pas d'un toilettage du « fichier électoral » déjà concocté par une société belge sensée « préparer » une partie des résultats des élections à venir ; Aussi, le fichier électoral dans sa version définitive devra être publié au moins 3 mois avant toutes élections, afin de permettre aux recours juridiques de s'opérer et d'empêcher ainsi le pouvoir en place d'éliminer d'honorables citoyens. Le Comité de suivi de la CEDEAO, s'il doit avoir une utilité pour le peuple togolais, devra pouvoir se donner comme priorité ce point précis ;

4. De demander à Faure Gnassingbé de s'engager officiellement à publier les résultats du recensement, du fichier électoral comprenant la Diaspora et permettre à une justice indépendante de réintégrer les Togolais et Togoises jusqu'ici mis à l'écart du fait du pouvoir en place ;

5. De nommer une équipe d'experts indépendants pour rédiger le Programme pour l'Avenir du Togo comprenant comme priorité la déconstruction-reconstruction des institutions comme la Cour constitutionnelle, la CENI, les institutions judiciaires, afin d'asseoir des réformes crédibles permettant d'associer l'ensemble des citoyens togolais dans l'autodétermination de leur avenir ;

6. De rappeler que Faure Gnassingbé est juridiquement et politiquement illégitime au Togo depuis les élections présidentielles de 2005, suite à une accession au pouvoir par le sang et un coup de force militaire. Toutefois, c'est en 2015 qu'il est entaché d'illégalité selon la Constitution de 1992 et qu'à ce titre, il gagnerait à annoncer sa démission afin de sonner le glas

d'un système militaro-civil de type mafieux et criminel.

7. De demander aux pays amis du Peuple togolais de cesser de promouvoir des solutions qui vont à l'encontre des intérêts du Peuple togolais, et à ce titre de demander officiellement à Faure Gnassingbé de céder le pouvoir à un Gouvernement de transition dont le principal responsable et son équipe se verront attribuer pour une période limitée, la charge de mener le pays vers des élections libres, transparentes et reflétant la vérité des urnes ;

8. De demander au Gouvernement de transition de préparer le Programme pour l'Avenir du Togo (PAT) fondé sur la Constitution de 1992 et de le faire adopter par le Peuple togolais pour permettre enfin une stabilisation du Togo, qui ne repose plus sur l'abus de droit et de pouvoir comme c'est le cas actuellement.

9. D'exiger de la partie républicaine de l'armée togolaise de reconnaître qu'elle doit rester loyale au Peuple togolais et ne pas tomber dans le piège de la CEDEAO consistant à soutenir Faure Gnassingbé et non pas le Peuple togolais. En conséquence, elle doit s'engager à garantir la liberté d'expression, protéger et encadrer les manifestations pacifiques qui vont se succéder, pour pousser le Togo à respecter la Constitution de 1992 qui n'autorise pas plus de deux mandats à la tête de l'État ;

10. Renégocier les termes de l'endettement du Togo afin de ne pas asphyxier budgétairement le nouveau gouvernement en lui réclamant les dettes iniques et souvent liées à des procédures non régulières, voire entachées de corruption et contractées sous la présidence du système de Faure Gnassingbé et de son père.

11. De repousser les dates des élections et de combiner

les élections communales et locales avec les élections législatives ;

12. Demander aux Togolais et Togoises de sortir de la culture de l'assistanat pour opter pour une culture de l'autosuffisance et de l'indépendance dans tous les domaines où c'est possible à commencer par l'agriculture, le logement, les infrastructures de proximité, la transmission du savoir et l'acquisition de technologies, la santé, etc., ce en diversifiant les partenaires au développement ;

13. Exiger de la CEDEAO de faire appliquer dans l'espace sous-régional d'Afrique de l'Ouest et donc à tous les chefs d'Etat membres de l'organisation, le protocole additionnel de la bonne gouvernance et démocratique et la limitation des mandats présidentiels à deux.

4. Le sursaut qualitatif vers la « constituante » au Togo

Le Réseau de coordination de la Diaspora togolaise indépendante et le Collectif pour la Vérité des Urnes-Diaspora Togo, demandent à la CEDEAO sous la présidence tournante du Président du Nigéria, Muhammadu BUHARI, de ne pas se laisser piéger par les tractations en cours contre le Peuple togolais. Il lui est proposé par la RCDTI de poursuivre sa mission de nettoyage de la corruption au Nigeria qui peut, par mimétisme, encourager le nettoyage de la corruption hors de ses frontières, notamment en aidant à assainir le système électoral togolais et permettre à la vérité des urnes et à la vérité des comptes publics de triompher au Togo.

Pour ce faire, il faudra corriger les erreurs stratégiques passées et revoir la composition de la Coalition des 14 partis vers un élargissement et un mode décisionnel élargi et démocratique associant la société civile togolaise, la diaspora togolaise plurielle, dès lors que toutes ces structures

s'engagent publiquement et devant le peuple à être indépendantes de Faure Gnassingbé et son système militaro-civil.

La résistance patriotique et populaire doit s'organiser de manière encore plus large et dynamique pour s'assurer que l'avenir du Togo ne soit pas une copie conforme de ce qui s'est passé au Togo sous le règne du système Gnassingbé. Le Togo a besoin non pas d'un saut qualitatif mais bien d'un sursaut qualitatif. Togoises et Togolais, choisissez le Togo que vous souhaitez !!!

En réalité, l'avenir de la feuille de route de la CEDEAO est de recommander le passage obligé par une « Constituante » sans le système Gnassingbé. Mais personne ne veut le dire tout haut. Le RCDTI et le CVU-TOGO-DIASPORA en informent le

Peuple togolais et proposent un Programme pour l'Avenir du Togo.

Le 11 août 2018.

La Direction du Réseau de

Coordination de la Diaspora togolaise indépendante (RCDTI) et du

Collectif pour la Vérité des Urnes-Diaspora Togo (CVU-TOGO-DIASPORA)

Dr Yves Ekoué AMAÏZO

Jean Pierre BALIKPO

François FABREGAT

Apelete KODJO

Christian MENSAH

Dr Antoine RANDOLPH

Contact : info@cvu-togo-diaspora.org

© RCDTI & CVU-TOGO-DIASPORA et CVU-TOGO-DIASPORA

CENI (2006) « Dialogue Intertogolais. Accord Politique Global ». 20 août 2006. L'APG est téléchargeable sur http://www.ceni-tg.org/?page_id=1371. Accédé le 09 août 2018. Voir http://www.ceni-tg.org/wp-content/uploads/2013/05/Accord_politique_global_200806.pdf.
CVJR (2012). Rapport Final. Activités, rapport d'investigations et recommandations. (Volume 1). 309 pages. In cvu-togo-diaspora.org. 3 avril 2012. Accédé le 9 août 2018. Voir, <http://cvu-togo-diaspora.org/files/2012/04/Rapport-Final-CVJR.pdf> ; Prière noter qu'il semble que le Gouvernement togolais a fait disparaître les rapports.
A. L. (2016). « Togo : HCRRUN livre enfin son verdict ». In iciLome.com. 10 août 2016. Accédé le 9 août 2018. Voir <http://news.icilome.com/?idnews=826449&t=hcrrun-livre-enfin-son-verdict> ; Le Haut-Commissariat à la Réconciliation et au Renforcement de l'Unité Nationale (HCRRUN) a été créé par décret n° 2013/040 du 24 mai 2014 du Président de la République, pris en Conseil des Ministres. Prière noter qu'il semble que le Gouvernement togolais a fait disparaître les rapports.

ça va se savoir

Thérapie de choc (01)

Directeur Général d'une société d'exportation de bois, Amébo quitta très tôt la maison pour son bureau. Il avait rendez-vous à 8 heures avec ses fournisseurs pour signer de nouveaux contrats. Après avoir pris son petit déjeuner, il retourna dans la chambre et fit une bise à sa femme qui dormait encore avant de quitter la maison.

Depuis quelques mois, Amébo sortait avec Améyo, sa nouvelle secrétaire. La jeune femme avait un irrésistible sexe appeal. A chaque fois que le DG en avait l'occasion, il l'entraînait dans son bureau pour la prendre sauvagement. La nana aussi aimait cette manière de faire. Non seulement cela lui procurait des sous, mais elle éprouvait un plaisir fou. Amébo se préparait tranquillement dans son bureau lorsqu'il entendit cogner à la porte. Hormis l'agent d'entretien, Améyo était la première à arriver au boulot.

Améyo pénétra dans le bureau et salua son patron et pointeur. Elle remarqua que son boss était embarrassé et essaya de lui demander des explications. « C'est le rendez-vous avec tes fournisseurs qui te mets dans cet état ? », s'empressa demanda la nana. « Oui. Ils sont très exigeants », confia-t-il.

Améyo rassura son patron et alla fermer la porte du bureau. « Que fais-tu ? », demanda Amébo inquiet. « Tu vas bientôt le savoir », murmura la secrétaire qui s'avança vers lui avec des yeux aguicheurs. Elle défit deux boutons de son corsage et s'assit sur les genoux du DG. Tout en le regardant droit dans les yeux, elle posa une main dans son entrejambe. « Non...S'il te plaît, je n'ai pas le temps pour cela », protesta Amébo.

La nana se pencha légèrement sur lui pour lui permettre de bien regarder la naissance de ses gros nichons. La vue des airbags gonflés fit perdre les moyens au DG. Néanmoins, il jeta un coup d'œil rapide à sa montre et dit : « S'il te plaît, je dois me concentrer sur mon rendez-vous. Il sera bientôt l'heure ». « Shuuut », murmura Améyo qui se mit à déboutonner complètement son corsage. Amébo a beau secouer la tête, la nana ôta l'habit. Elle qui avait entre-temps quitté l'entrejambe de son patron, y retourna.

Amébo protestait, mais son entrejambe ne parlait pas le même langage que lui. Sa pine s'était dressée dans le pantalon et n'attendait que les bons traitements d'Améyo. Excitée par le désir de son directeur, la secrétaire sauta sur la ceinture, la détacha et, en deux temps trois mouvements, sortit le margoillat de son trou. Amébo était incapable de résister à son amante. Sans quitter son patron des yeux, la secrétaire s'agenouilla à ses pieds, se saisit de la matraque, la massa puis l'agaça de petits coups de langue enflammés.

A suivre

L.R.

Et si Eto'o débarquait en Ligue 1 ?

Libre depuis son départ de Konyaspor, Samuel Eto'o compte toujours poursuivre sa carrière de footballeur. A 37 ans, l'attaquant camerounais se dit même prêt à débarquer en Ligue 1, un championnat qu'il affectionne tout particulièrement.

Pour une majorité de fans de football, Samuel Eto'o (37 ans) est une véritable légende vivante. Considéré par beaucoup comme le plus grand joueur africain de l'histoire, l'attaquant camerounais, qui a fait les beaux jours du FC Barcelone et de l'Inter Milan, n'a pas fini de faire parler de lui. En effet, depuis la fin de son contrat avec Konyaspor en juin dernier, le natif de Nkon recherche un nouveau challenge.

Eto'o dit oui à la Ligue 1

Et en tant que francophone, Eto'o, après plusieurs destinations exotiques en Russie puis en Turquie, est bien intéressé par un détour en Ligue 1. « Si je vous dis que je ne parle pas avec certains clubs français, ce serait vous mentir, vu qu'à travers mon avocat, je me suis exprimé en disant que j'étais ouvert à écouter les offres qui



venaient de la France », a expliqué le Lion Indomptable pour RFI. « Nous avons des offres. Nous allons voir ce qui me convient le mieux, pour la fin de ma carrière, et je ferai mon choix », a rajouté le double vainqueur de la CAN.

Eto'o en a encore sous la semelle Bien évidemment, Eto'o n'a plus ses jambes de 20 ans et encore moins les prétentions financières d'il y a quelques années. C'est pour quoi sa venue dans un club de l'élite ne serait pas une

mauvaise chose, loin de là. Et ce pour une bonne partie des équipes du championnat de France. Car l'ex-Blaugrana reste performant malgré son âge avancé. Sur ses 89 matchs disputés en Süper Lig lors des trois dernières saisons à Antalyaspor et Konyaspor, Eto'o a marqué à 50 reprises. Un ratio très honorable. Les équipes françaises auraient bien tort de ne pas tenter le coup...

Maxifoot.fr

N'oubliez pas les préservatifs après que vous vous êtes délectés de cette aventure

ACTU

Intégration régionale/ Vol inaugural Lagos-Cotonou-Lomé

La compagnie aérienne Overland Airways dessert Lomé avec 4 vols hebdomadaires

Avec une vingtaine d'années d'expériences dans le transport aérien, la compagnie aérienne nigériane Overland Airways atterrit à Lomé. Ce dimanche 12 août 2018, elle a effectué un vol inaugural Lagos-Lomé via Cotonou. Pour le début de ses activités en terre togolaise, la compagnie offre quatre vols hebdomadaires les lundis, mardis, jeudis et dimanches et relie Lagos à Lomé en 45 minutes.

Rallier Lomé en 45 minutes à partir de Lagos et ceci, 4 jours sur 7. C'est l'une des innovations de la compagnie aérienne Overland Airways dont le vol inaugural sur Lomé a eu lieu le dimanche 12 août 2018. Il sonnait 20 heures 07 minutes quand l'ATR-42 a foulé pour la première fois le sol togolais. A l'aéroport international Gnassingbé Eyadema, tout a été mis en place pour réserver le meilleur accueil à cette

quant à lui, réjoui du fait que le projet d'extension d'Overland Airways s'est réalisé durant sa mission à Lomé.

Pour célébrer l'événement, une réception a été donnée à l'hôtel Onomo de Lomé. Occasion pour les responsables d'Overland Airways de réitérer les ambitions de la compagnie qui se positionne comme un pionnier de l'intégration des économies africaines. « Les opérations d'Overland Airways à Cotonou et



Coupe de gâteau célébrant le vol inaugural d'Overland Airways à Lomé



La compagnie aérienne Overland Airways a foulé le sol togolais

compagnie présentée comme l'une des meilleures du domaine. Après le baptême de l'appareil, les passagers et l'équipage ont été accueillis par le Directeur Général de la Société aéroportuaire de Lomé Tokoin (Salt), le Colonel Dokisime Gnama-Latta ainsi que l'Ambassadeur de la République fédérale du Nigeria au Togo, Son Excellence Joseph Olusola Iji.

Les deux autorités ont exprimé leur joie de voir se réaliser un projet longtemps mûri et qui participe au renforcement du processus d'intégration en Afrique de l'Ouest. « Nous voulons faire de Lomé un hub international. Avec ce vol inaugural, Overland Airways vient s'ajouter aux nombreuses compagnies aériennes qui desservent Lomé. Cela veut dire que nous sommes en train d'atteindre nos objectifs. Ce vol confirme également les bonnes relations qui existent entre nos deux pays », s'est félicité le Colonel Gnama-Latta. L'Ambassadeur du Nigeria s'est,

à Lomé offrent un choix aux clients tout en apportant sa contribution à l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest. Nous voulons que les voyageurs aériens de la région s'intègrent à l'équipe et se découvrent tout en profitant des excellents services que nous offrons. Tout en manifestant la renaissance de l'aviation nigériane en Afrique de l'Ouest, le début de vols réguliers régionaux marque aussi la volonté d'Overland Airways de participer activement aux activités socioéconomiques et à l'intégration régionale. Nous faisons partie intégrante de l'Afrique de l'Ouest et le 12 août marque le début des opérations domestiques en Afrique de l'Ouest », a déclaré Mme Aanu Benson, chef de l'exploitation d'Overland Airways.

Signe de son engagement dans la transformation économique de l'Afrique, Overland Airways entend poursuivre l'interconnexion. D'ores et déjà, la compagnie

annonce des innovations dans le but de renforcer les liens entre les peuples. « L'interconnexion harmonieuse est l'un des principaux facteurs qui permettent la transformation économique durable en Afrique de l'Ouest. Au cours des prochaines années, Overland Airways s'engage à faciliter la création d'un nouvel environnement de voyage aérien qui renforcera de manière plus importante les liens entre les peuples et les groupes de la région, que ce soit les vacanciers, les familles, les étudiants ou les entreprises. Il est nécessaire de renforcer l'unité et la prospérité au niveau régional », a poursuivi Mme Benson.


La responsable de l'exploitation d'Overland Airways a également souligné l'engagement de la compagnie aérienne à être au service de l'économie et de la clientèle. « Nous invitons nos clients, actuels comme nouveaux, à profiter de nos services haut de gamme qui accompagnent nos opérations à Cotonou, Lomé et dans d'autres villes de la région », a-t-elle lancé.

Commencant avec le vol inaugural du 12 août 2018, les vols Lagos-Cotonou-Lomé opéreront les lundis, mardis, jeudis et dimanches. Les vols décolleront de Lagos à 19h00, arriveront à Cotonou à 19h25 et puis de Cotonou à 20h00 pour arriver à Lomé à 20h30. Sur le même parcours, les vols partiront de Lomé à 21 h00 pour arriver à Lagos à 21 h45.

Overland Airways figure dans le registre d'audit de la sécurité opérationnelle (IOSA) de l'Association internationale du transport aérien (IATA). La compagnie aérienne est également fière d'être membre de l'IATA, une communauté de compagnies aériennes respectables qui dicte aujourd'hui les meilleures pratiques et normes mondiales. Overland Airways

s'appuie sur sa flotte d'avions ATR et Beechcraft technologiquement supérieurs et sur une équipe de professionnels chevronnés de l'aviation et de la gestion pour mener à bien sa vision de fournir d'excellents services de vol dans les économies du Nigeria et de l'Afrique de l'Ouest.

Géraud Afangnowou




Institut Technique de l'Informatique et de la Communication

ITIC ALDUS
informatique

Formation en
Infographie & Editions

- ☛ Directeur artistique,
- ☛ Graphiste, Imprimeur,
- ☛ Photographe



- ☛ Scénariste,
- ☛ Animateur 3D
- ☛ Architecte,

- ☛ Webmaster,
- ☛ Programmeur,
- ☛ Chargé de Communication,
- etc...

1451, Ave 142 St-Benoit) B.P 61227
 Tel 2222 4587 / 9188 8888 LOME-TOGO
 Email : aldus@aldus.com www.aldus.com